

**Assemblée générale**

Distr. générale  
18 juin 2012  
Français  
Original: anglais

**Soixante-septième session**  
Point 104 de la liste préliminaire\*  
**Prévention du crime et justice pénale**

**Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour  
la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du  
treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du  
crime et la justice pénale**

**Rapport du Secrétaire général**

*Résumé*

Le présent rapport renferme des informations sur les mesures prises pour donner suite à la résolution 66/179 de l'Assemblée générale. En particulier, il donne un aperçu des délibérations tenues à la vingt et unième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale au sujet des questions touchant les préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Il contient aussi des informations concernant l'approbation par la Commission, à sa vingt et unième session, du thème général, des points de l'ordre du jour et des sujets des ateliers du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, pour adoption par l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

\* A/67/50.



1. Dans sa résolution 66/179, intitulée “Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale”, l’Assemblée générale a pris note du rapport du Secrétaire général sur la suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et les préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2011/15) et a réitéré l’invitation qu’elle avait adressée aux États, tendant à ce que ceux-ci s’inspirent de la Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation (résolution 65/230 de l’Assemblée générale, annexe) et des recommandations adoptées par le douzième Congrès lorsqu’ils élaboraient des lois et des directives, et mettent tout en œuvre, selon qu’il conviendrait, pour appliquer les principes qui y étaient formulés, en tenant compte des conditions économiques, sociales, juridiques et culturelles qui leur étaient propres.
2. Dans la même résolution, l’Assemblée générale a rappelé sa résolution 62/173 dans laquelle elle avait fait siennes les recommandations formulées par le Groupe intergouvernemental d’experts sur les enseignements tirés des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale à la réunion qu’il avait tenue à Bangkok du 15 au 18 août 2006 (voir E/CN.15/2007/6).
3. Dans cette même résolution, l’Assemblée a également invité les États Membres à présenter des suggestions concernant le thème général, les points de l’ordre du jour et les sujets des ateliers du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, et a prié le Secrétaire général de rendre compte à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à sa vingt et unième session, des suggestions faites par les États Membres.
4. Dans sa résolution, l’Assemblée a également recommandé, pour que les futurs congrès aboutissent à des textes plus forts, que le nombre des points inscrits à leur ordre du jour et le nombre des ateliers soient limités, et a encouragé l’organisation de manifestations parallèles qui soient en rapport avec les points de l’ordre du jour et les sujets des ateliers et qui les complètent.
5. En outre, l’Assemblée a prié la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale d’approuver à sa vingt et unième session le thème général, les points de l’ordre du jour et les sujets des ateliers du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.
6. À la vingt et unième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, des délégations ont souligné l’importance et l’intérêt politiques des congrès du crime, qui réunissaient le plus grand nombre et le plus large éventail de décideurs et de spécialistes dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale. Pour ce qui était des préparatifs du treizième Congrès, des orateurs ont souligné qu’ils devraient faire l’objet d’une planification efficace et dans des délais appropriés, et insisté sur l’importance d’une coordination étroite avec toutes les parties concernées, y compris les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Tout en soulignant la nécessité de limiter le nombre de points inscrits à l’ordre du jour et de retenir des sujets concrets et spécifiques pour les ateliers, des délégations ont pris note de l’approche suggérée qui consistait à mettre l’accent sur un thème ouvert axé sur le

rôle de la prévention du crime et de la justice pénale pour faire avancer au-delà de 2015 l'action des Nations Unies en faveur du développement. Il a été proposé que le débat de haut niveau se tienne au début du Congrès, de manière à favoriser des échanges utiles. On a estimé qu'il fallait éviter de multiplier les ateliers parallèles et souligné les avantages des réunions subsidiaires qui favoriseraient l'échange d'informations et d'avis sur un large éventail de questions. Des représentants ont par ailleurs recommandé que la déclaration du Congrès soit concise et reflète les travaux du Congrès. On a également souligné qu'il importait de donner suite aux textes issus des congrès. À cet égard, des orateurs ont salué la tenue de la réunion organisée en marge de la session de la Commission par les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en vue d'examiner le suivi et les modalités d'une mise en œuvre efficace de la Déclaration de Salvador.

7. À l'issue des délibérations tenues à sa vingt et unième session, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a recommandé au Conseil économique et social d'approuver, en vue de son adoption par l'Assemblée générale, un projet de résolution sur la suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et les préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Dans ce projet de résolution, l'Assemblée générale déciderait que la durée du treizième Congrès ne dépasserait pas huit jours, y compris les consultations préalables et que le thème principal du treizième Congrès serait le suivant: "L'intégration de la prévention de la criminalité et la justice pénale dans la stratégie plus large de l'Organisation des Nations Unies, pour faire face aux problèmes sociaux et économiques et pour promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et la participation du public". L'Assemblée déciderait en outre que, conformément à sa résolution 56/119, le treizième Congrès comprendrait un débat de haut niveau, auquel les États seraient invités à se faire représenter au plus haut niveau possible, par exemple par le chef de l'État ou du gouvernement, un ministre ou le Ministre de la justice, et que les représentants auraient la possibilité de faire des déclarations sur les thèmes du Congrès.

8. L'Assemblée générale déciderait également que, conformément à sa résolution 56/119, le treizième Congrès adopterait une déclaration unique qui serait soumise à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale pour examen et que cette déclaration contiendrait des recommandations reflétant les délibérations des participants au débat de haut niveau, les discussions sur les points de l'ordre du jour et les échanges de vues au sein des ateliers. Elle prierait par ailleurs le Secrétaire général d'encourager la participation au treizième Congrès des représentants des organismes compétents du système des Nations Unies, en ayant à l'esprit le thème principal, les points de l'ordre du jour et les thèmes des ateliers du Congrès.

9. Dans le projet de résolution présenté à l'Assemblée générale pour adoption, celle-ci approuverait pour le treizième Congrès l'ordre du jour provisoire ci-après:

1. Ouverture du Congrès.
2. Questions d'organisation.
3. Succès obtenus et difficultés rencontrées dans l'application des politiques globales en matière de prévention du crime et de justice pénale et

stratégies visant à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et à favoriser le développement durable.

4. Coopération internationale, y compris au niveau régional, pour combattre la criminalité transnationale organisée.
  5. Approches globales et équilibrées visant à prévenir les formes nouvelles et émergentes de criminalité transnationale et à y répondre de façon adéquate.
  6. Approches nationales de la participation du public pour renforcer les mesures de prévention du crime et de justice pénale.
  7. Adoption du rapport du Congrès.
10. L'Assemblée déciderait également que les questions ci-après seraient examinées lors des ateliers dans le cadre du treizième Congrès:
- a) Le rôle des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale à l'appui de systèmes de justice pénale efficaces, équitables, humains et responsables: expériences et enseignements tirés en répondant aux besoins spécifiques des femmes et des enfants, en particulier le traitement et la réinsertion sociale des délinquants;
  - b) Traite des personnes et trafic de migrants: succès obtenus et difficultés rencontrées en matière d'incrimination, d'entraide judiciaire et de protection efficace des témoins et des victimes de la traite;
  - c) Renforcement des mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale visant à combattre les formes de criminalité en constante évolution, notamment la cybercriminalité et le trafic de biens culturels, enseignements tirés et coopération internationale;
  - d) Contribution du public à la prévention du crime et sensibilisation à la justice pénale: expériences et enseignements tirés.
11. L'Assemblée générale prierait le Secrétaire général d'établir, en coopération avec les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en temps voulu, un guide de discussion en vue des réunions préparatoires régionales et du treizième Congrès, afin que ces réunions puissent se tenir dès que possible en 2014, et inviterait les États Membres à participer activement à ce processus. Elle prierait aussi le Secrétaire général de faciliter l'organisation des réunions préparatoires régionales au treizième Congrès et de dégager les ressources voulues pour permettre aux pays les moins avancés de participer à ces réunions et au Congrès lui-même, suivant la pratique établie et en consultation avec les États Membres. Par ailleurs, elle prierait instamment les participants aux réunions préparatoires régionales d'examiner les questions de fond inscrites à l'ordre du jour et les thèmes des ateliers du treizième Congrès, et de formuler des recommandations axées sur l'action qui serviraient de point de départ aux projets de recommandations et de conclusions dont le treizième Congrès serait saisi.
12. L'Assemblée appellerait les États Membres à jouer un rôle actif dans le treizième Congrès en envoyant des spécialistes des questions juridiques et

politiques, y compris des praticiens ayant reçu une formation spéciale et acquis une expérience pratique en matière de prévention du crime et de justice pénale.

13. En outre, l'Assemblée soulignerait l'importance des ateliers qui auront lieu dans le cadre du treizième Congrès et inviterait les États Membres, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les autres entités compétentes à apporter un appui financier, organisationnel et technique à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ainsi qu'aux instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pour la préparation des ateliers, y compris l'élaboration et la distribution de la documentation de base.

14. L'Assemblée prierait le Secrétaire général de faciliter la tenue, en marge du treizième Congrès, de réunions entre les organisations non gouvernementales et associations professionnelles qui y participeront, suivant la pratique établie, ainsi que de réunions de groupes de défense d'intérêts professionnels et géographiques, et de prendre les mesures voulues pour favoriser la participation des universitaires et chercheurs aux travaux du Congrès, et encouragerait les États Membres à participer activement à ces réunions, car elles sont l'occasion d'établir et d'entretenir des partenariats solides avec le secteur privé et les organisations de la société civile.

15. L'Assemblée encouragerait également les gouvernements à engager très tôt les préparatifs du treizième Congrès par tous les moyens appropriés, y compris, le cas échéant, la création de comités préparatoires nationaux. Elle encouragerait en outre les programmes des Nations Unies, les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernés, ainsi que d'autres organisations professionnelles, à coopérer avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour préparer le treizième Congrès.

16. Enfin, l'Assemblée prierait la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale de consacrer suffisamment de temps, à sa vingt-deuxième session, à l'examen des progrès réalisés dans la préparation du treizième Congrès, de mettre définitivement au point en temps utile toutes les dispositions organisationnelles et techniques en suspens et de lui adresser ses recommandations par l'intermédiaire du Conseil économique et social. Elle prierait également le Secrétaire général de faire donner la suite voulue à la présente résolution et de lui en rendre compte, par l'intermédiaire de la Commission, à sa vingt-deuxième session.